



Professeur, qu'est-ce qui, à votre avis, peut être retenu comme fait politique majeur au Cameroun en 2017 ?

De manière incontestable, la persistance de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et son développement auront été les faits majeurs au plan politique au Cameroun. En effet, cette crise s'est développée au point de glisser vers une confrontation armée. C'est pourquoi elle constitue un souci majeur pour les Camerounais. On peut aussi considérer que l'officialisation de la situation de crise au plan économique est un autre fait important qui s'est présenté au cours de cette année 2017.

Pensez-vous que la situation dans les deux régions sus-évoquées pourra avoir une incidence sur l'année qui va commencer, qui comme tout le monde le sait est une année électorale ?

La crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest aura certainement une incidence sur la gestion du processus électoral. Mais cela ne signifie pas que cette crise pourra compromettre le déroulement des élections aussi bien dans ces deux régions que dans le reste du pays.

Comment en sortir en 2018 ?

J'ai toujours dit que cette crise était très difficile à gérer parce qu'il s'agissait essentiellement d'un dialogue de sourds. Les parties prenantes n'ont pas la même perception de la situation et ne l'envisagent pas au même niveau. Pour le pouvoir, un certain nombre de mesures ont été prises dans le sens de faire des concessions et de prendre en compte les revendications du mouvement social anglophone lorsque celui-ci a commencé autour des revendications des avocats et des enseignants. Par contre, les acteurs du mouvement social, même ceux qui étaient engagés dans les revendications des avocats et des enseignants réclamaient des choses qui allaient bien au-delà, voulant nécessairement une discussion sur la forme de l'Etat. Ce que le pouvoir refuse. Cette situation a continué et va persister parce qu'il est difficile qu'on puisse trouver un terrain de compromis entre les deux parties sur la question des institutions.

Au-delà du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le Cameroun est engagé sur d'autres fronts sur le plan sécuritaire (guerre contre Boko Haram, rebelles centrafricains à l'Est...), la préparation de la CAN 2019. Quelle influence tous ces événements peuvent-ils avoir sur les élections prévues dans notre pays ?

La gestion de la crise terroriste dans les régions septentrionales et particulièrement dans l'Extrême-Nord, n'a que peu de chance d'affecter substantiellement le cours politique du Cameroun. En vérité, même s'il existe encore un potentiel menaçant venant des acteurs liés aux réseaux de Boko Haram, le Cameroun a pris la mesure de la menace et a mis en place un dispositif qui parvient à la juguler même s'il est difficile de la supprimer. En ce qui concerne la préparation de la CAN 2019, elle pourrait continuer à susciter des interrogations, d'autant plus que les instances qui en sont chargées ne communiqueraient pas de manière efficace pour indiquer à l'opinion nationale quelles sont les avancées sur le terrain des préparatifs de cette compétition prestigieuse. Je ne pense donc pas que ces deux événements puissent affecter de manière importante le Cameroun, même si pour les deux, ils entraînent un certain nombre de contraintes financières. Le Cameroun organisera son cycle politico-électoral. Il reste à savoir si ce cycle pourra comprendre toutes les élections qui sont a priori prévues, à savoir, les élections législatives, les municipales et la présidentielle.

Au niveau du parlement, on a assisté à un nouveau type de manifestations des élus de certaines formations de l'opposition, le SDF et l'UDC notamment. Faut-il craindre une escalade comme cela se voit ailleurs dans certains pays ?

On a effectivement assisté à plusieurs incidents relevant de l'obstruction parlementaire. Ceux-ci ont été orchestrés par des acteurs des partis d'opposition qui estiment que la majorité les bride et les censure. Il reste à savoir si pour exprimer cela, il est légitime de recourir à de telles manœuvres qui peuvent discréditer le jeu politique parlementaire.

© Cameroon Tribune : Propos Recueillis Par Jean Francis BELIBI
